

Québec français



Féminisme et économie linguistique

Gérard Dubourg

Numéro 43, octobre 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57176ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dubourg, G. (1981). Féminisme et économie linguistique. *Québec français*, (43), 22-24.

Féminisme et économie linguistique

par gérard dubourg

N.D.L.R. En acceptant de publier cet article, l'équipe de Québec français est consciente de s'engager sur un terrain délicat, lieu symbolique d'un mouvement de revendication plus global dont nous reconnaissons par ailleurs l'urgence et le bien-fondé. Nous estimons pourtant nécessaire d'intervenir dans une question qui a jusqu'ici été débattue essentiellement du côté féministe, notamment depuis la publication de l'Euguélonne. La langue étant le bien commun des hommes et des femmes, il importe d'en définir ensemble un usage susceptible de satisfaire les uns et les autres.

Qua la langue soit de part en part un fait social, nul n'en doute. Il n'y a pas de parole solitaire, aime à répéter P. Charaudeau. Même l'ivrogne qui, dans une rue obscure de Toronto a l'air de tenir un discours solipsiste, est en fait en train de parler à un interlocuteur qu'il se construit mentalement. Il interpelle tout à coup un passant qui ne s'arrête pas ; il prend à partie un réverbère qui, lui, « s'arrête » mais ne répond pas. Tant pis, c'est le meilleur interlocuteur : celui qui ne te contredit pas et qui t'écoute en silence.

Mais si tout dans la langue est social, — même et y compris son appropriation individuelle par le sujet parlant — il s'en faut de beaucoup que celle-ci soit un simple reflet de la réalité sociale, pas plus d'ailleurs que de la réalité tout court. Pas besoin de trop élaborer là-dessus : les catégories de la réalité sociale ne se manifestent qu'obliquement dans les catégories linguistiques. La langue, système d'expression collective, se trouve toujours traversée de cette dialectique de l'individuel et du social — comme Saussure le montrait déjà au début du siècle —, qui n'est qu'un des aspects de cette contradiction / harmonisation entre le réel et son expression linguistique.

Quel meilleur exemple de cette « fabrication » constante de la langue par ses usagers que le dilemme actuel sur l'expression du féminin. Posons tout de suite le problème en termes clairs : un phénomène de l'ordre du social — l'irruption des femmes dans un monde réservé pour l'essentiel aux hommes, notamment le monde du travail — n'est pas sans avoir des répercussions d'ordre linguistique. D'où la confusion actuelle pour la dénomination des fonctions et des individus qui les remplissent.

Ce n'est pas seulement un problème qui concernerait les érudits des sciences du langage et de la communication qui se demandent par exemple si pour une femme qui occupe un poste de ministre, on doit dire « *le* ministre Mme Payette » ou « *la* ministre Mme Payette » (« la ministre » étant évidemment exclu). C'est une question qui se manifeste dans la vie de tous les jours, et dans tous les secteurs d'activité. Elle inquiète aussi bien le spécialiste que l'homme de la rue (je n'ose pas écrire « la femme de la rue »). C'est une question que l'on doit traiter avec précaution, car — comme beaucoup de sujets brûlants — on risque de se blesser en s'y frottant innocemment.

Prenons donc toutes les précautions. Déclarons d'abord que pour le phénomène social on n'a rien à redire : il était

temps que les femmes soient considérées comme des individus à part entière capables d'assumer toutes les responsabilités sociales. Constatons ensuite que cela pose des problèmes d'ajustement du système linguistique: une foule d'expressions nouvelles qu'il faudra accepter ou créer. Mais déplorons ensuite un certain «extrémisme féministe» qui, plein de bonnes intentions, confond tout et mélange tout.

C'est dire que je m'inscris en faux contre certaines affirmations voulant que la langue soit «sexiste», ou qu'elle «sanctifie la domination de l'homme sur la femme» ou «qu'elle perpétue l'attitude sexiste de la société à l'égard des femmes»... La langue n'est pas sexiste, pas plus qu'elle n'est idéaliste ou matérialiste, capitaliste ou communiste, bourgeoise ou révolutionnaire. Il y a des discours sexistes, comme il peut y avoir une parole révolutionnaire. Mais la langue n'est ni l'un ni l'autre.

Les termes de dénomination

La partie la plus évidente du problème est celle de la dénomination des fonctions et des professions. Plusieurs observations sont ici de rigueur:

1. Il ne faut pas confondre «sexe biologique» et «genre grammatical». La langue ne reflète pas nécessairement toutes les distinctions «du réel». Non seulement existe un genre «arbitraire», qui fait que *le soleil* est masculin pour certaines cultures et féminin pour d'autres, mais le cas existe aussi où des individus biologiquement masculins reçoivent des dénominations au féminin et vice versa. Ainsi, par exemple, dans l'armée — royaume encore exclusivement masculin dans beaucoup de pays — rien n'empêche de dire *une recrue* pour un soldat qui vient d'être recruté. Ce même soldat peut être appelé *une sentinelle* quand il assume cette fonction, sans que cela n'enlève rien de sa masculinité. Les exemples abondent: On peut dire d'un homme qu'il est *une vedette* du spectacle (et jamais *un vedette*), et même qu'il est *une canaille* ou *une petite frappe*! Pourquoi donc faire un drame si on dit d'une femme qu'elle est *un mannequin* (Faudra-t-il inventer le terme «une mannequine»?)

2. Il n'est pas clair si la solution la plus satisfaisante serait de ne pas faire la distinction ou de la faire systématiquement. Un ami me racontait la savoureuse histoire des «hôtesse de

l'air»: quand des hommes commencent à être engagés pour cette fonction on hésita longtemps sur la façon de les appeler. «Hôtes de l'air» semblait bizarre, on préféra «agents de bord». Il semblerait qu'aujourd'hui les féministes ne veulent plus qu'on appelle les femmes «des hôtesse de l'air», qu'elles jugent dépréciatif, mais «agents de bord», comme les hommes. On veut être traitée sur un pied d'égalité, quoi! Va donc pour *une agent de bord*, en attendant que d'autres féministes exigent bientôt qu'on dise *une agente de bord*! Cette ambivalence, cette aspiration contradictoire, se manifeste aussi — il ne manquait plus que ça — dans une vision idéalisée de l'anglais, qui serait une «langue magnifique», «où tout est neutre et où il n'y a ni masculin ni féminin». C'est pour le moins un jugement rapide. N'oublions pas que ce sont les féministes des États-Unis qui ont les premières déclenché cette croisade de féminisation ou démasculinisation de la langue. C'est elles qui ont lancé la fameuse tendance: «chairman» — «chairwoman» — «chairperson», doublée de tous les/s/he' et autres graphies similaires.

3. Le principe de l'économie du système linguistique fait que certaines



distinctions soient retenues, d'autres non, et cela en fonction des circonstances changeantes de la communication. Abolir complètement la distinction de genre, ou marquer partout et systématiquement l'opposition masculin / féminin, sont des solutions contraires au principe d'économie de la langue. Prenons l'exemple de la distinction singulier / pluriel. Le système linguistique nous permet de la marquer, et d'opposer par exemple « le livre » et « les livres », ou de ne pas la garder si nous voulons oblitérer cette opposition : « le livre français est plus cher que le livre américain ».

Rien n'empêche, dans ce sens, de préciser et de dire « Madame la présidente » si nous nous adressons à la personne qui assume cette fonction et qui est du sexe féminin. Mais rien n'empêche non plus de parler « in abstracto » du *président* de notre association, quand nous faisons allusion à la fonction indépendamment de la personne qui l'assume. C'est cela la richesse du système linguistique ! Je n'ai rien contre l'introduction de mots nouveaux tels que « une autrice », « une sculptrice » « une professeuse »... La vie dira si ces dénominations ont du succès, ou si elles disparaîtront après un moment de vogue. Ce contre quoi il semble légitime de protester c'est contre la tendance — antiéconomique, contraire à l'esprit de la langue — d'utiliser systématiquement l'opposition masculin / féminin, même là où le locuteur a voulu généraliser. Sinon, on sera forcé de réécrire des tonnes d'ouvrages. Imaginez le prologue des « Fleurs du mal » féminisé ; « Hypocrite lecteur (lectrice), mon (ma) semblable, mon frère (ma sœur)... Baudelaire avait parfaitement le droit, et le système linguistique lui donne les moyens, de s'adresser au lecteur en général, oblitérant les distinctions de nombre et de genre. Pensez encore à ce que donnerait la même ligne de Baudelaire, non seulement féminisée mais aussi pluralisée :

« Hypocrite(s) lecteur(s) (lectrice(s)),
mon (ma) (mes) semblable(s), mon (ma)
(mes) frère(s) (sœur(s))... »

Si vous pensez qu'une telle écriture n'est que le produit de la « linguistique-fiction », le cauchemar d'un esprit tourmenté par les revendications de certaines féministes, vous n'avez qu'à jeter un coup d'œil à certains documents, surtout à ceux qui émanent d'associations syndicales ou professionnelles. Vous verrez comment on y fait fi de l'esprit d'économie du système linguistique, au point que les textes deviennent un charabia barbare, une espèce d'algèbre où on ne reconnaît plus « la belle langue française ».

L'inclusion sémantique

Le système de la langue est, en effet, tel qu'il est dominé par le principe de l'inclusion. Une opposition à deux termes est en général asymétrique, en ce sens que l'un des termes se trouve en relation d'inclusion par rapport à l'autre. Ainsi, dans l'opposition singulier/pluriel, le singulier inclut le pluriel, ce dernier étant le terme marqué de l'opposition. Il en va de même pour la distinction masculin / féminin : le masculin inclut le féminin. Si les féministes trouvent que cela est injuste, elles n'ont qu'à imaginer les conséquences d'un bouleversement radical du système. En fait, il n'y a que deux solutions : renverser l'ordre déjà établi et créer artificiellement une langue où le féminin inclurait le masculin, ou encore créer un système où systématiquement un troisième terme viendrait représenter l'abolition de la distinction. C'est ce qui arrive dans la langue actuelle pour certains items lexicaux, comme « homme » — « femme » — « personne ». Dans l'expression « les droits de l'homme », « homme » est pris dans son sens générique et inclut « femme » ; mais les femmes ne voulant plus se sentir « incluses » préféreraient être mentionnées explicitement : « les droits de l'homme et de la femme » semblait trop lourd, on eut recours à une possibilité offerte par la langue avec le mot « personne » et on a eu « les droits de la personne ». Jusqu'à ce que des « machistes » (de « macho » = « mâle ») enfiévrés ne signalent que « personne » étant du féminin, il faudrait créer le masculin correspondant, c'est-à-dire « un person ». Et tout serait à recommencer !

Remarquons tout de suite que cette troisième solution, qui serait de nature à attirer les féministes, est foncièrement antiéconomique. Il est rare en effet de trouver dans la langue ces micro-systèmes à trois termes. La formule la plus générale est celle à deux termes en relation asymétrique. Cela est vrai non seulement pour les oppositions grammaticales (genre, nombre), mais aussi pour les lexèmes. On a déjà signalé que pour un couple d'adjectifs antonymiques (comme « grand / petit » ou « haut / bas »), il est normal que l'un soit inclus dans l'autre. C'est pourquoi on dit toujours « Quelle est la grandeur de la chambre ? » et jamais « Quelle est la petitesse de la chambre », même si elle est très petite. Ou en anglais, « How many years old are you ? » et jamais « How many years young are you ? ». B. Pottier faisait remarquer que « jour / nuit » sont aussi en relation d'inclusion. « J'ai passé dix jours à Paris » inclut évidemment les nuits.

Je sais que ces arguments peuvent ne pas convaincre une féministe. J'en vois

déjà une en train de s'exclamer « Tout ça, ça me fait une belle jambe » — si on peut dire — « je n'ai que faire des adjectifs ni des inclusions, ni des jours et des nuits. Moi ce que je veux c'est ne plus être obligée de parler au masculin ». Hélas, ce n'est pas aussi simple. Quand on dit « le directeur » cela peut être le masculin, mais cela peut aussi être le terme non marqué, qui utilise par économie la même forme que la masculin.

Un programme d'action

Si, n'en déplaise à l'économie, les féministes veulent faire avancer coûte que coûte leurs revendications linguistiques, voici quelques propositions intéressantes.

Pour commencer, il faudra créer systématiquement des substantifs « féminins », même là où la langue n'a créé que des formes épécènes. Pour « un magistrat », « une magistrate » ? Pour « un membre » (d'une association), « une membre » ? etc.

Il faudra ensuite s'attaquer aux mots dérivés : « humain », « humanité » sont dérivés, tout le monde le sait, de la forme masculine « homo ». Faudra-t-il parler de « l'humanité et la féminité » ? Et à côté d'« homicide », inventer « femmicide » ?

Ensuite il faudra s'attaquer aux dictons et aux proverbes qui sont, paraît-il, affreusement sexistes. Une femme ne dira plus « Tel est pris qui croyait prendre », mais « Telle est prise qui croyait prendre », et « Au royaume des aveugles (ou « aveuglées »), les borgnes (ou « borgnées ») sont reines ». Elle ne pourra pas non plus faire « un bonhomme de neige », ni dire que telle idée c'est « son cheval de bataille ».

Tout texte devra évidemment être rédigé en langage masculin / féminin et cela d'une façon obligatoire. Dans un règlement on exigera par exemple :

« Le Conseil d'administration se compose du (de la) président(e), de deux vice-président(e)s, dont l'un(e) au recrutement des nouveaux (nouvelles) membres(es) et l'autre (l'autresse ?) à la coordination des comités, d'un(e) secrétaire (?), d'un(e) trésorier(e), du (de la) président(e) sortant(e), du (de la) directeur (directrice) de la revue et du (de la) président(e) fondateur (fondatrice). »

Conclusion

Le travail est gigantesque, il faut commencer tout de suite. À moins que vous ne préfériez évidemment dépenser vos énergies à changer les choses dans la société réelle. Il est vrai que les changements dans le langage semblent plus faciles à réaliser que les changements sociaux.